

LES CHIFFRES DU MOIS

21

21 enfants ont été blessés par un tir d'obus qui s'est abattu sur une école primaire à Kha Mhwe Chaung, un village situé dans le township de Buthidaung. Les combats qui opposent l'armée à l'Arakan Army (AA) font de plus en plus de victimes civiles, toujours en toute impunité.



30

Une zone industrielle va être développée au niveau de la Zone Economique Spéciale (ZES) de Kyaukpghyu dans l'état d'Arakan. Son coût ? 30 millions de dollars US. La répartition des parts ? 51 % pour un consortium chinois et 49 % pour le gouvernement.

Au niveau de la ZES - qui comprend aussi un projet de port en eau profonde - la répartition des parts se fait nettement au détriment des autorités birmanes.

345 000

Chaque jour, le gouvernement doit verser l'équivalent de 345 000 de dollars US à une banque d'Etat chinoise. En cause ? Le remboursement d'un prêt de 1,1 milliards de dollars conclu à des taux exorbitants par le conglomérat militaire MEC à l'époque de la junte, pour un projet d'usine d'acier dans la région de Mandalay. Le site, déficitaire, est aujourd'hui fermé, mais la dette court toujours. Jusqu'en... 2033 !



AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE

L'entreprise Kirin sur le point de se désengager de ses liens avec l'armée birmane ?

Le géant japonais du secteur de la bière, Kirin, co-détient plus de la moitié des entreprises « Myanmar Brewery » et « Mandalay Brewery » aux côtés du Myanmar Economic Holdings Ltd (MEHL), un puissant conglomérat de l'armée. L'entreprise japonaise a été récemment épinglée par les enquêteurs de l'ONU pour ses dons versés à l'armée, alors que celle-ci levait des fonds via ses entreprises connexes pour financer ses opérations de nettoyage ethnique contre les Rohingyas dans l'Arakan. Kirin va-t-elle renoncer à des partenariats d'affaire qui la lient à une armée mise en cause pour génocide ? Elle annonce se soucier des droits humains dans toutes ses activités et avoir demandé au MEHL de lui fournir des informations complémentaires sur sa gouvernance et sa structure financière ! En toute logique, la prochaine étape devrait être la fin de ces relations d'affaires compromettantes. Pendant ce temps, la société civile se mobilise. La Karen Women Organization (KWO) appelle au boycott des entreprises militaires et demande aux ambassades et donateurs en Birmanie de s'assurer que leur argent n'alimente pas les caisses des entreprises détenues ou contrôlées par l'armée.

Etat d'Arakan : les appels de parlementaires arakanais et de la société civile ne sont pas entendus par les autorités

Au lendemain des tirs ayant blessé 21 enfants dans une école primaire, plus de 100 organisations de la société civile (OSC) ont imploré les protagonistes du conflit de ne pas prendre la population pour cible. Les Ambassades des Etats-Unis, du Canada et du Royaume-Uni ont aussi réagi. Ces deux derniers pays exhortent les belligérants à cesser les combats et à épargner les civils. La population locale perçoit nettement que la coupure d'internet réactivée par les autorités dans 5 townships au début du mois s'accompagne d'une intensification des attaques de l'armée birmane, qui a mené des opérations de « nettoyage » dans plusieurs villages. 4 d'entre eux ont été brûlés dans les townships de Buthidaung et Ruthedaung. Les OSC - basées pour beaucoup dans l'Arakan, mais aussi dans les états Shan et Kachin - enjoignent au gouvernement de lever la coupure d'internet. Des parlementaires arakanais font valoir que leurs demandes répétées auprès du gouvernement, pour que la sécurité des civils soit garantie et que des enquêtes soient menées, sont ignorées. Des étudiants syndiqués qui manifestaient à Rangoun pour demander la fin de la coupure d'internet ont été visés par... des plaintes.

79 organisations de la société civile mobilisées pour la justice interpellent Aung San Suu Kyi

79 organisations de la société civile birmane à travers le monde saluent la requête gambienne devant la Cour Internationale de Justice (CIJ) et le soutien officiel apporté à celle-ci par le Canada et les Pays-Bas. Elles exhortent les autres Etats à faire de même de toute urgence. Elles demandent aussi à Aung San Suu Kyi de soutenir la mise en œuvre des mesures provisoires de protection des Rohingyas demandées par la CIJ. Parmi ces 79 OSC, 27 organisations sont basées en Birmanie, mais leurs noms ne sont pas mentionnés en raison des menaces grandissantes qui pèsent sur elles. Ces OSC déplorent qu'Aung San Suu Kyi ait dénaturé et gravement minimisé les atrocités commises à l'encontre des Rohingyas, en ne reconnaissant que la commission possible de crimes de guerre. La justice birmane n'est pas en capacité de juger des crimes d'une telle ampleur et Aung San Suu Kyi a elle-même reconnu lors de l'audience devant la CIJ que « *même lorsque la justice militaire fonctionne, il peut y avoir des revers* », faisant référence aux militaires ayant sommairement exécuté 10 hommes Rohingyas : ils ont été graciés en douce par l'armée, après avoir passé quelques mois en prison ! Le système judiciaire birman reste donc conçu pour protéger l'impunité des criminels. Les 79 OSC demandent à Aung San Suu Kyi d'adopter une position morale et de dire au monde la vérité, plutôt que de relayer les fausses versions des événements, fabriquées par l'armée. Elles soulignent l'importance des mécanismes de justice internationale dans ce contexte.

La Birmanie placée sous surveillance par le GAFI

Le 21 février, le Groupe d'action financière (GAFI) a décidé de placer la Birmanie sur la liste dite grise des pays à surveiller pour le blanchiment d'argent et autres trafics. Cet organisme intergouvernemental de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, créé par le G7 en 1989, fait passer un message assez clair à la Birmanie : *« nous prenons acte de votre volonté de lutter contre les trafics financiers mais cette lutte doit être systématique et concerner tout le monde, dans un cadre international ; elle ne peut pas être à géométrie variable et exclure certains acteurs sous des prétextes internes au pays. »* Ce que le GAFI pointe du doigt, c'est le manque de volonté et d'action concrète pour faire respecter les lois en matière de blanchiment d'argent et de fraude financière. Le trafic de drogue, qui génère des milliards de dollars de revenus illégaux, est tout particulièrement dans le collimateur. Le GAFI n'en est qu'au stade de l'avertissement. Si rien ne change, il pourrait appeler à ne plus coopérer avec la Birmanie. Se ferait-il alors plus dissuasif par rapport aux investisseurs étrangers et aux institutions financières ?

Ce n'est pas officiel, mais la campagne électorale a bien commencé

Alors que la campagne pour les élections générales de 2020 - a priori prévues en novembre - n'a pas encore officiellement commencé, les déclarations politiques des uns et des autres montrent bien qu'officieusement elle bat son plein. Lors d'une cérémonie inaugurant l'érection d'une statue d'Aung San, le Président Win Myint a déclaré que la place des militaires n'était pas en politique, en faisant référence à une citation du père de la Nation. Quant à Aung San Suu Kyi, elle a, lors d'un débat public du 24 février dans l'état Kayin, souligné que la construction d'un Etat véritablement démocratique passait par la réduction des sièges réservés à des membres non-élus au parlement. Elle a participé à d'autres débats publics à travers le pays et des partis politiques ethniques lui ont reproché, non sans raison, de faire campagne pour la LND en utilisant le budget de l'Union... La réforme de la Constitution est actuellement débattue au parlement ? Sans surprise, les militaires qui y siègent et l'USDP rejettent les modifications visant à réduire le pouvoir de l'armée : ils s'opposent à la réduction progressive du nombre de sièges parlementaires réservés à l'armée, au retrait de l'article qui prévoit que le commandant en chef de l'armée peut prendre le pouvoir en cas d'état d'urgence, et à l'abolition de l'article interdisant à quiconque ayant un(e) conjoint(e) et/ou des enfants étrangers d'accéder à la présidence (une mesure adoptée spécifiquement pour faire barrage à Aung San Suu Kyi). Le moins que l'on puisse dire est que l'heure n'est pas à la réforme, mais à l'affichage des positions ... sans perspective de débat d'idées.

Construction d'une nouvelle base militaire près de Lashio : des centaines de villageois victimes de travail forcé

L'armée construit une nouvelle base militaire située à l'est de Lashio, non loin de la rivière Salween. La **Shan Human Rights Foundation** rapporte que depuis octobre 2019 l'armée soumet près de 500 villageois originaires de 11 villages à du travail forcé : ils doivent fournir du bois et du bambou à l'armée et construire une clôture autour de la base militaire. L'armée veut renforcer ses troupes dans la région, à la suite des attaques du 15 août 2019 menées par l'AA, la TNLA et le MNDAA. Il s'agit aussi de sécuriser deux axes routiers de commerce vers la Chine et de permettre la construction des barrages de Kunlong et Naung Pha sur la rivière Salween, censés exporter de l'énergie vers le voisin chinois. Ces projets de barrage sont fortement contestés par les communautés locales. Face aux réalités du terrain, la SHRF dénonce les effets d'annonce du gouvernement qui affiche une *« tolérance zéro »* par rapport au travail forcé et la mise en place d'un mécanisme de plainte au niveau national.

FOCUS DU MOIS

Birmanie : le processus de paix au point mort? Dix questions pour comprendre

A l'approche des élections générales de 2020, Info Birmanie dresse un état des lieux de la situation du pays à l'aune des espoirs et des promesses de l'année 2015, marquée par l'arrivée au pouvoir de la Ligue Nationale pour la Démocratie (LND). Lors des élections historiques de cette même année, Aung San Suu Kyi avait fait de la paix sa priorité, dans un pays marqué par soixante-dix ans de guerre civile. Nous commençons donc notre rétrospective par un dossier sur ce thème. Si les birmans, dans leur très grande majorité, aspirent à vivre en paix dans un pays prospère, cette aspiration se trouve contrariée depuis des décennies dans les états ethniques dans lesquels vit près d'un tiers de la population. Dans ces régions, il existe une conscience aigüe de la guerre et de ses conséquences. Ce qui n'est pas le cas dans la majorité du pays, à l'exception de personnes éclairées et de jeunes qui sympathisent avec les souffrances des minorités ethniques et/ou mesurent l'impact des conflits sur la pauvreté et le sous-développement du pays.

Ce dossier vise à rendre compte de ce qui a été entrepris, des obstacles rencontrés et des perspectives de paix. Que reste-t-il aujourd'hui de la promesse de paix formulée en 2015 et du slogan de campagne de la LND « Time for change » ? En mars 2018, Yanghee Lee, Rapporteuse Spéciale de l'ONU sur la situation des droits humains en Birmanie, s'inquiétait face à un processus de paix « perdant de son Momentum ». Face à l'écueil dans lequel le processus de paix se trouve actuellement, pouvait-il en être autrement ?



Pour découvrir le dossier complet, cliquez [ici](#).

CAMPAGNE DE DONS 2020 : POUR CONTINUER SES ACTIONS, INFO BIRMANIE A BESOIN DE VOUS !

**CAMPAGNE DE DONS
2020**



Info Birmanie et ses partenaires co-réalisent **des campagnes de plaidoyer** auprès des institutions françaises et européennes.

**CAMPAGNE DE DONS
2020**



Chaque mois, Info Birmanie vous tient informé grâce à sa **newsletter** : 6 brèves, les chiffres du mois et un focus sur une thématique clé.

**CAMPAGNE DE DONS
2020**



Nous proposons des **dossiers plus complets** portant sur des thématiques clés afin de comprendre les différents enjeux actuels en Birmanie.

**CAMPAGNE DE DONS
2020**



Info Birmanie alimente régulièrement **son site** avec la rédaction d'articles thématiques et de communiqués de presse.

**CAMPAGNE DE DONS
2020**



Info Birmanie **collabore** également avec des **journalistes et réalisateurs** afin d'organiser des **projections débats** autour de grands thèmes tels que : La migration, l'industrie de la pêche, les violences sexuelles...

**CAMPAGNE DE DONS
2020**



Info Birmanie **collabore** avec des **photographes** pour mettre en place des expositions illustrant la situation dans le pays.

**CAMPAGNE DE DONS
2020**



Info Birmanie publie régulièrement sur **ses pages Facebook et Twitter** : elle relaie les informations médiatiques et juridiques et les campagnes de la société civile relatives aux différentes problématiques birmanes.

**CAMPAGNE DE DONS
2020**



Info Birmanie crée de manière ponctuelle du **contenu vidéo** pour illustrer ses prises de position.



Pour découvrir notre campagne de dons, c'est par **ici** !